



CHAPITRE 146

Loi autorisant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, à imposer une taxe d'éducation et à accorder une indemnité aux commissaires d'écoles

[Sanctionnée le 19 décembre 1956]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leurs écoles et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter en imposant et prélevant une taxe d'éducation;

Attendu que les commissaires d'écoles sus-désignés ont demandé le pouvoir d'accorder une rémunération annuelle de six cents dollars (\$600.00) pour le président et quatre cents dollars (\$400.00) pour chacun des commissaires avec effet rétroactif au premier juillet 1956;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe d'éducation autorisée.

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, peuvent, par résolution, imposer et prélever, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent (1%), dite taxe d'éducation, de même nature et conforme

CHAPTER 146

An Act to authorize The school commissioners for the municipality of the parish of Sainte-Adèle, in the county of Terrebonne, to impose an education tax and grant an indemnity to the school commissioners

[Assented to, the 19th of December, 1956]

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the municipality of the parish of Sainte-Adèle, in the county of Terrebonne, have, by their petition, represented that their revenue is inadequate to meet the requirements of their schools and it has become necessary to increase the same by imposing and levying an education tax;

Whereas the above mentioned school commissioners have prayed to be empowered to grant an annual remuneration of six hundred dollars (\$600.00) for the chairman and four hundred dollars (\$400.00) for each commissioner with retroactive effect as from the first of July, 1956;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Education tax authorized.

1. The school commissioners for the municipality of the parish of Sainte-Adèle, in the county of Terrebonne, may by resolution impose and levy, in addition to any other tax, a special tax of one per cent (1%), called education tax, of the same nature and in accordance with

aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat, en détail, de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites actuelles de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne.

the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), on the retail sale or purchase price of any moveables, moveable effects, merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating, and telephone service sold or purchased within the actual limits of the school municipality of the parish of Sainte-Adèle, in the county of Terrebonne.

Prélèvement, etc.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941 et ses amendements.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same way, upon the same conditions and with the same sanctions as the tax collected under section 4 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941 and its amendments. Levy, etc.

Partage.

Le revenu annuel perçu par les commissaires provenant de ladite taxe, sera, après déduction des dépenses encourues par lesdits commissaires pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par lesdits commissaires entre eux et les syndics d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, au prorata du nombre d'enfants âgés de cinq (5) à seize (16) ans de chacune des dénominations religieuses catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune d'elles.

The annual revenue collected by the commissioners and derived from the said tax, after deducting the expenses incurred by the said commissioners in imposing and collecting such revenue, shall be apportioned every three months by the said commissioners between themselves and the school trustees for the school municipality of the parish of Sainte-Adèle, in the county of Terrebonne, proportionately to the number of children of five (5) to sixteen years (16) of age of each of the Roman Catholic and Protestant religious denominations respectively, residing in the territory common to both of them. Apportionment.

Conventions.

3. Les commissaires d'écoles sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

3. The school commissioners are authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act. Agreements.

Stipulations.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments). Stipulations.

Droits transférés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and proceedings for infringement of this act. Rights transferred.

Disposi-
tions ap-
plicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail) est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles, en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941 and its amendments (Retail Sales Tax Act) is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*. Provisions to apply.

Compen-
sations.

5. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, sont autorisés à accorder et payer annuellement comme compensation pour frais de déplacement, de représentation et autres dépenses, une somme n'excédant pas trois cents dollars (\$300.00) pour le président et deux cents dollars (\$200.00) pour chacun des commissaires, à compter du premier juillet 1956.

5. The school commissioners for the municipality of the parish of Sainte-Adèle, in the county of Terrebonne, are authorized to grant and pay annually, as a compensation for travelling, entertainment and other expenses, a sum not exceeding three hundred dollars (\$300.00) for the chairman and two hundred dollars (\$200.00) for each commissioner, from and after the first of July, 1956. Compen-
sations.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.